

**L'INTENSIFICATION AGRICOLE  
À L'ÉPREUVE DE L'AJUSTEMENT :  
LE DEVENIR D'UNE AGRICULTURE FAMILIALE INTENSIVE  
EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE**

**AGRICULTURAL INTENSIFICATION DURING  
STRUCTURAL ADJUSTMENT PROGRAMME :  
THE FUTURE OF A DOMESTIC INTENSIVE AGRICULTURE  
IN SUB-SAHARAN AFRICA**

par Georges **Courade** (\*), Isabelle **Grangeret-Owona** (\*\*)  
et Pierre **Janin** (\*\*\*)

(note présentée par Georges **Courade**)

**RÉSUMÉ**

Est-il réaliste de prôner l'intensification écologiquement prudente quand triomphe la logique de marché avec l'ajustement structurel et la dévaluation ? L'agriculture bamiléké est un exemple exceptionnel d'agriculture familiale intensive fondée sur le travail féminin, parfaitement intégrée dans le marché local et international pour répondre à une forte pression sur les terres et à un désir d'accumulation. La fertilisation minérale a permis le maintien du système d'inégalité et de domination. Avec la crise et ses thérapeutiques, cette population ne sait pas trouver dans ses régulations socio-politiques une nouvelle marge de manœuvre qui n'est plus offerte par l'extérieur. En l'espace de cinq ans, les exploitations agricoles ont connu une baisse de 50 % du prix du café, sa hausse inattendue depuis la dévaluation du franc CFA, la libéralisation de la filière en amont et en aval, la multiplication par trois du prix de l'engrais et des problèmes de débouchés de ses produits alimentaires. Pour une agriculture consommant aussi massivement des intrants, c'est proprement catastrophique d'autant que la caféière a été négligée pour profiter de la hausse brutale du prix du café, produit de la dévaluation et de cours favorables. L'agriculture en Afrique au sud du Sahara est-elle en mesure de subir le choc du marché ? On peut en douter!

**Mots clés** : Cameroun, exploitation agricole familiale, rôle des femmes, intensification, extensification, système d'exploitation agricole, moyen de production agricole, engrais, situation économique, innovation, durabilité.

**SUMMARY**

*Is it possible to get an intensive sustainable African domestic agriculture in a context of crisis and adjustment programmes? Bamileke agriculture is a good example of an intensive type of farming using modern inputs and working for the local and international markets. Due to high prices of fertilizers and erratic payments of the Arabica coffee produce (thanks to crisis, devaluation and speculative international prices), it is facing a socio-political problem of regulation to obtain new management potentialities not offered by external environment. Can African agriculture successfully adopt all the market new policies and get good performance in intensifying its agriculture? It is doubtful!*

**Key words** : Cameroun, family farms, role of women, intensification, extensification, farming systems, farm inputs, fertilizers, economic situation, innovation sustainability.

(\*) Directeur de recherche ORSTOM, géographe, a été animateur du projet OCISCA de 1990 à 1994.

(\*\*) Agronome, assistante technique française de 1983 à 1993, est membre du projet OCISCA.

(\*\*\*) Géographe, membre du projet OCISCA, est actuellement assistant à l'université de Clermont-Ferrand 2.  
C.R. Acad. Agric. Fr., 1994, 80, n° 8, pp. 163-174. Séance du 19 octobre 1994.

L'agriculture bamiléké est considérée comme un modèle d'intensification largement autochtone<sup>1</sup> dans un contexte de fortes contraintes tout en restant très largement ouverte à l'économie de marché. Le groupe bamiléké a ainsi opéré une augmentation de sa productivité agricole à l'unité de surface pour surmonter une rareté des terres disponibles et par souci d'en conserver la fertilité. Ceci ne l'a pas empêché d'adopter massivement le caféier Arabica comme source de revenus monétaires. Exportant la quasi-totalité de ce produit, il se trouve en conséquence aujourd'hui prisonnier d'un marché international instable et d'intrants importés difficiles d'accès, vendus à des prix très élevés.

Cette agriculture est souvent donnée en exemple au reste de l'Afrique (5, 6). Ce sont pourtant les agricultures paysannes extensives (faibles utilisatrices d'engrais et dévoreuses d'espace) qui s'avèrent les moins exposées à la crise actuelle. Ceci n'est-il pas de nature à décourager la mise en œuvre d'une agriculture durable ? L'usage intensif des terres est-il encore une modernisation acceptable, les facteurs de production devant rares et hors de prix ? Peut-on espérer maintenir, dans ces conditions, les potentialités productives à long terme de terres menacées par la poursuite d'une culture itinérante sur brûlis ?

Les agricultures familiales à caractère paysan (au sens agronomique et culturel du terme) sont d'autant plus touchées par la crise qu'elles sont intégrées au marché. La dévaluation du franc CFA de janvier 1994 et l'envolée des cours des matières premières tropicales (café notamment) sont de nature à remettre artificiellement du baume au cœur de ces agriculteurs. Cette conjoncture favorable à court terme dispense-t-elle des réformes structurelles indispensables qui ne sont pas intervenues antérieurement en période d'expansion comme de récession ?

## 1. UN MODÈLE IMPARFAIT D'INTENSIFICATION AVANT LA CRISE ACTUELLE

L'agriculture bamiléké s'est développée en jouant sur un registre complexe de potentialités transformées en ressources par une gestion sociale et technologique hautement sophistiquée. Légèrement avantagée par ses potentialités naturelles dans le contexte camerounais, elle a assimilé rapidement l'économie marchande tout en trouvant en son sein, la plupart du temps, les régulations indispensables pour sortir de situations en apparence bloquées (4).

---

<sup>1</sup> "... l'originalité bamiléké pourrait être un enseignement valable pour le reste de l'Afrique tropicale : propriété privée et non plus communautaire, agriculture intensive et abandon des jachères, initiative personnelle et élimination de la tyrannie familiale, maîtrise du commerce arrachée aux étrangers, voilà des avantages bamiléké qui ne sont pas liés à des faveurs naturelles mais dérivent des modulations des encadrements" (6). J.L. **Dongmo** notait pourtant, bien avant la crise actuelle: "Les efforts des bamiléqués pour adapter leur agriculture aux fortes densités de population et pour sauver leur équilibre alimentaire contre les "agressions" de l'économie marchande sont des initiatives qui méritent l'admiration. Ils ont sans doute atteint leur objectif, mais malheureusement leur réussite est de plus en plus insuffisante"(4).

### **1.1. Une intensification fondée essentiellement sur le travail féminin sur des microexploitations**

Si l'on comptait de 120 à 130 000 exploitations dans le "pays" bamiléké, un ménage rural sur cinq ne pratiquait pourtant pas l'agriculture alors que 14 % des exploitations agricoles appartenaient à des citadins ; 52 % des exploitations disposaient de moins d'un hectare fractionné en de multiples petites parcelles. L'association de deux à sept cultures demeure la règle, la monoculture ne concernant que 8 % des parcelles. Et l'on a pris l'habitude d'associer un maximum de cultures vivrières au café pour profiter de la fumure de la caféière.

Bien que tournée vers le marché, l'exploitation bamiléké pouvait encore nourrir une population dense. Ces bonnes performances sont à attribuer à la priorité accordée par les femmes à la sécurité alimentaire familiale, ce qui explique leur acharnement au travail et leur résistance à la mise en œuvre de cultures pures.

Alors que près de la moitié des hommes est double-active travaillant dans et hors de l'exploitation, plus de quatre femmes sur cinq se consacrent uniquement à l'agriculture, 75 % étant illettrées. Dirigée par des chefs d'exploitation ayant en moyenne plus de 50 ans, très souvent polygames, cette agriculture repose surtout sur le travail féminin. Le matériel agricole ou de transport ne vient, en effet, aucunement alléger le travail manuel féminin si bien que la superficie cultivée de l'exploitation dépend fondamentalement du nombre de femmes actives. La pénurie de main-d'œuvre subsiste en dépit d'un nombre élevé d'enfants, d'un exode rural moindre et avec le phénomène du retour dans la chefferie de certains citadins.

### **1.2. Des caféières âgées aux rendements déclinants**

Le café a été adopté sans traumatisme, le pouvoir colonial ayant même limité la taille des caféières à 500 pieds par crainte de pénuries alimentaires. C'est que la taille de la plantation est devenue un critère de promotion économique dans une société masculine hiérarchique, les cadets sociaux masculins étant invités à réussir ailleurs. Un planteur sur sept est "grand" avec plus de 2 000 pieds (un hectare) alors que plus de la moitié des exploitations a moins de 1 000 pieds.

L'âge avancé des caféières (tableau 1) rend indispensable le remplacement des pieds morts ou trop vieux chaque année.

Avant la crise actuelle, l'état de santé des caféiers était acceptable dans quatre plantations sur cinq et la couverture sanitaire touchait 70 % des superficies caféières.

Le déclin des rendements moyens observés à l'hectare depuis 1984 (tableau 2) est à mettre en relation avec l'ancienneté du parc caféier et l'évolution de la politique de subvention aux intrants. La libéralisation des prix et du commerce des engrais a réduit leur niveau de consommation, sans doute l'un des plus élevés d'Afrique, en agriculture familiale.

**Tableau 1 : Structure par âge de la superficie occupée par le café Arabica et le café Robusta dans les exploitations de la province de l'Ouest du Cameroun (1965-1987-1992).**

**Table 1 : Age structure of the area grown with Arabica coffee and Robusta coffee in the farms of the Western province of Cameroun (1965-1987-1992).**

Années	0 - 3 ans	4 - 20 ans	plus de 21 ans	Total
1965	9 %	82 %	9 %	100 %
1987	11 %	58 %	31 %	100 %
1992	0 %	15 %	85 %	100 %

Sources : Capot-Rey et al (1) ; Délégation de l'Agriculture de l'Ouest, 1989 ; projet Agriculture de l'Ouest du Cameroun (ADOC 1992).

**Tableau 2 : Évolution des rendements moyens du café Arabica dans la province de l'Ouest de 1970 à 1992 (kg de bon grain/ha).**

**Table 2 : The evolution of mean yields of Arabica coffee in the Western province from 1970 to 1992 (kg/ha of quality beans).**

1969/70	1980	1984	1985/86	1986/87	1989/90	1991/92
175	282	358	297	215	158	143

Sources : Projet régional de Développement de la Province de l'Ouest (PRDPO), Recensement général de l'Agriculture (1984), ministère de l'Agriculture du Cameroun, projet Agriculture de l'Ouest du Cameroun (ADOC).

### **1.3. La fumure très importante des caféières en mode associé permet une surexploitation des terres**

Rares sont les terres non exploitées en terre bamiléké. En 1980, 82 % des parcelles étaient cultivées en première campagne, les jachères n'occupant que 7 à 9 % de la surface cultivable dans les départements densément peuplés. Le deuxième cycle cultural qui permet la soudure alimentaire ne concerne qu'un tiers des parcelles mises en cultures en premier cycle et 9 % des surfaces.

88 % des caféières recevaient une fertilisation en 1980, le café restant la culture la plus fertilisée sans en avoir l'exclusivité. Un tiers des champs exclusivement vivriers sont cependant consommateurs d'engrais minéraux.

L'engrais chimique vient en complément d'une fertilisation organique dans 58 % des parcelles de caféiers. Dans un cas sur deux, il s'agissait, avant la peste porcine de 1982, de fumier de porc et, plus rarement, de débris végétaux.

La conservation de la matière organique fait aussi partie intégrante des savoir-faire maîtrisés. Ainsi, le billonnage se fait-il chaque année par déplacement des billons, les nouveaux billons prenant la place des anciens sillons comblés, en partie, avec l'herbe coupée en surface. Cela vient compléter un écobuage spécifique permettant une bonne reconstitution de la fertilité.

L'estimation de la consommation d'engrais à l'hectare en 1980 s'établissait à 220 kg/ha/an pour la Ménoua et à 294 kg/ha/an pour les Bam-

boutos, chiffres à comparer avec la consommation moyenne européenne qui s'élevait à cette date à 224 kg/ha/an selon la FAO.

## **2. UNE AGRICULTURE 20-10-10 DEPUIS DEUX DÉCENNIES**

*“L’engrais est comme l’argent de la tontine, tu en mets un peu, tu reçois beaucoup”* ( planteur de Bafou).

### **2.1. Introduction et expansion de l’usage des intrants**

La fertilisation minérale s’est très progressivement imposée, au début des années cinquante, par le biais de distributions gratuites aux notables et aux chefs, dans le cadre de la promotion du café. En 1954, 225 tonnes sont utilisées ; l’année suivante, ce seront 500 tonnes et on atteindra les 40 000 tonnes distribuées en 1985-86, soit un tiers de la consommation camerounaise. Cette même année, le total des engrais utilisés en moyenne par les exploitations consommatrices dans la province de l’Ouest s’élevait à 527 kg. En 1990, dans les débuts de la crise, la quantité moyenne achetée n’était plus que de 312 kg par exploitation utilisatrice dans la chefferie bafou.

S’il est plus souvent épandu dans les parcelles d’Arabica que de Robusta, il est largement mis à contribution dans les départements centraux densément peuplés. Cette forte consommation doit être mise en relation avec l’efficacité du plus dense encadrement coopératif d’Afrique et avec la diversification maraîchère.

Au début, deux formulations principales d’engrais ont été proposées, parfaitement adaptées aux besoins du caféier en potasse : le sulfate d’ammoniaque et l’engrais composé 10-10-20 (azote-phosphore-potasse). Apparaît ensuite brusquement une nouvelle formule d’engrais composé, le 20-10-10, qui pose un problème d’équilibrage entre N, P et K, ces deux derniers éléments étant deux fois moindres que l’azote alors que les sols ferrallitiques sur cendres volcaniques ou sur granite sont carencés en phosphore et en potasse.

En 1980, 75 % des surfaces fumées reçoivent du 20-10-10 seul ou associé au sulfate d’ammoniaque et 10 % ne sont amendées qu’avec ce dernier fertilisant.

### **2.2. Émiettement foncier et recul de l’élevage ont fait le lit d’une fertilisation chimique inadéquate**

Autrefois, des jachères de plus de 10 ans n’étaient pas rares pour reconstituer la fertilité, la moyenne se situant entre trois et six ans pour deux ans de culture. Le morcellement foncier et le recul de l’élevage ont accéléré l’évolution vers la fertilisation chimique. C’est que moins d’une exploitation sur cinq a encore un héritier unique. Et le jeu des obligations

sociales contribue à réduire la surface agricole cultivable disponible pour le ménage.

**Tableau 3 : Évolution de la superficie moyenne cultivée par exploitation et par actif dans la province de l'Ouest (1965-1984).**

**Table 3 : The evolution of the mean surface cultivated per farm and per worker in the western province (1965-1984).**

	1965	1972	1984
Nombre total d'exploitations	81 000	107 500	125 400
Nombre moyen d'hectares cultivés par exploitation	1,28	1,27	1,15
Nombre moyen d'actifs par exploitation	3,25	2,83	4,80
Nombre d'hectares cultivés en moyenne par actif	0,39	0,45	0,35

Sources : Capot-Rey et al. (1) ; Recensements agricoles, 1972 et 1984.

À l'heure actuelle, c'est 41 % des exploitations qui ne peuvent plus faire reposer les terres et seulement une sur trois qui peut avoir des jachères longues de plus de cinq ans. Dans la partie centrale, 72 % des exploitations ne peuvent laisser reposer les parcelles cultivées. La peste porcine de 1982 a entraîné la disparition d'une grande partie du cheptel porcin fournissant du fumier. Ce recul hypothèque l'avenir des sols, supprimant les restitutions humiques avec rétention moindre des engrais. En conséquence, seul le recours massif aux engrais permet une culture continue aux rendements suffisants, faute d'"engrais vert" !

Si quatre plantations sur cinq recevaient en 1980 un engrais chimique, il n'y en a qu'une sur trois qui bénéficiait des deux épandages recommandés en avril-mai et juillet-septembre. De plus, l'inadéquation des engrais utilisés entraîne des pollutions.

Tout ceci appelle des solutions technologiques plus complexes: engrais plus adéquats, jachères améliorées, composts...

### **2.3 L'engrais minéral entre dans une stratégie de gestion de la société et de la fertilité**

Les technologies adoptées, pour insuffisantes qu'elles soient, ont apporté des solutions à des problèmes de densité, de gestion sociale du nombre, difficilement solubles dans le cadre d'un maintien rigoureux des statuts de chaque individu. Les subventions de l'État, l'encadrement coopératif, la mise en œuvre de bases phytosanitaires n'ont pu qu'accélérer le mouvement d'adoption du café Arabica et des technologies nouvelles sans abandon total des savoir-faire en matière de gestion de la fertilité. Elles ont permis de tout changer sans que l'édifice social, l'essentiel, ne subisse des modifications profondes. En d'autres termes, on peut dire que l'intensification agricole via l'engrais a permis à la société bamiléké de faire face à ses problèmes sans se désagréger, en conservant le système d'inégalités et de domination qui prévalait antérieurement.

L'utilisation d'engrais modernise en douceur la manière de produire sans bouleverser l'organisation du travail. C'est une "révolution verte" en trompe-l'œil que l'on vit ici : peu ou pas de variétés améliorées, peu d'efforts pour la maîtrise de l'eau ; ni mécanisation, ni tractorisation. Engrais et protection sanitaire assurent une augmentation et une certaine sécurisation des rendements.

La gestion de la fertilité des sols avant ce changement se décomposait en une suite d'opérations ou de choix qui vont de la culture associée en passant par la jachère, l'écobuage contrôlé et le travail du sol en courbes de niveau. La fumure minérale permet d'éviter la concurrence des cultures vivrières par rapport au café et de réaliser une culture continue prolongée.

On s'est saisi de l'engrais, non pour changer de système social ou de production liés dans les stratégies véritablement paysannes, mais pour en maintenir les résultats écologiques et économiques.

### **3. L'ÉTAU DE LA CRISE ET LES INCERTITUDES SUR LES EFFETS DE LA GESTION MACROÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE**

Ces technologies nouvelles se sont répandues dans des conditions bien spécifiques que le retrait de l'État, la libéralisation et la manipulation monétaire remettent en cause. L'État approvisionnait les planteurs en engrais subventionnés et déterminait le prix au producteur comme les conditions de la commercialisation sur le marché international. La crise et l'ajustement structurel ont tout changé: effondrement du prix-producteur du café, retour à la "vérité des prix" pour des intrants subventionnés en totalité ou à 50 %, introduction d'une concurrence particulièrement "imparfaite" dans la filière café, remontée des prix avec la dévaluation et flambée des cours internationaux.

Les planteurs n'ont plus les moyens d'apprécier l'action des acteurs et la validité des indicateurs habituels. Filière administrée, la filière café Arabica gérée par le système coopératif se prêtait à des jeux clientélistes et donnait lieu à des revendications répercutées par notables et chefs débouchant sur des compromis plus sociaux qu'économiques. Rien qui ressemble à la loi du marché dans un univers plus porté à la rente légale ou de situation qu'à la concurrence. Les caféiculteurs voient aujourd'hui que les coûts de production s'accroissent dans des proportions considérables et ils se trouvent obligés d'agir à très court terme en réduisant leur consommation d'engrais tout en délaissant l'entretien des caféières. La dévaluation les a pris à contre-pied : comment profiter des prix élevés offerts en monnaie nationale (jusqu'à 1 000 FCFA en janvier 1995 contre 250 F en monnaie non dévaluée en 1992) avec un appareil de production en quasi-deshérence, qui doit être renouvelé pour retrouver ses performances antérieures ? Auront-ils le temps nécessaire pour reconstituer cet appareil, les effets positifs de la manipulation monétaire étant grignotés rapidement ?

### **3.1. Effets négatifs de l'ajustement dans le secteur des intrants**

La privatisation de la distribution des engrais a été engagée en 1988-89 ainsi que l'élimination, en l'espace de cinq ans, des subventions qui absorbaient 6 milliards de francs CFA environ en 1987. Le taux de subvention, qui était de 66 % en 1987-88, a disparu en 1992-93. Dès la deuxième année de la "réforme", les engrais ont augmenté de 28 % alors que le prix du café diminuait de 50%. La consommation camerounaise d'engrais a donc chuté de 63 000 tonnes en 1988-89 à 22 000 tonnes en 1990. Même scénario pour les pesticides/herbicides très hautement subventionnés... Conséquence immédiate: chute de la production de plus de 40 % dès 1990.

En 1991, 15 % des 350 planteurs de l'observatoire OCISCA de Bafou voulaient cesser de consommer des engrais, 31 % diminueraient la quantité achetée, 17 % en mettraient autant, 18 % utiliseraient d'autres fertilisants, si le prix des engrais doublait (réalité de 1994)...

Le prix des engrais est passé de 1 700 FCFA le sac en 1987 à 3 500 FCFA en 1991 pour dépasser 8 000 FCFA en 1994-1995 quand on en trouve. En 1994-1995, et malgré un prix de 800-1 000 FCFA le kg de café, après avoir atteint un plancher de 200 FCFA les deux dernières saisons, on estime que très peu de planteurs en utilisent !

### **3.2. Apprendre à gérer la pénurie dans une période de crise propice à la dérégulation sociale**

Cette dégradation de la situation économique est renforcée par la difficulté de gestion des communautés par la chefferie, le relâchement des solidarités ville/campagne et de nombreux abandons des tâches dévolues aux héritiers. La gestion des tontines, ces caisses informelles d'épargne et de crédit cimentées par un contrôle social fort, devient plus problématique en raison de nombreuses défaillances. La crise est suffisamment profonde pour que les manquements aux règles habituelles, très sévères, contraignent de nombreux groupes à demander un cautionnement.

L'échelle des revenus s'élargit et de nouvelles disparités apparaissent, les différents types d'exploitation subissant la baisse des revenus de manière différenciée. En 1990, à Bafou, l'échelle des revenus monétaires variait de un à six entre petits planteurs de moins de 600 pieds de café et planteurs doubles-actifs. Ceux qui peuvent investir rapidement pour saisir l'opportunité de la dévaluation se trouvent parmi ces derniers. C'est que les petits exploitants sont étranglés par un endettement élevé. Ceux qui avaient des revenus annuels de moins de 100 000 FCFA affichaient un endettement supérieur à 80 % en 1990.

Si la chefferie n'exerce plus son rôle régulateur depuis longtemps, aucune autre instance ne vient se substituer à elle pour penser la "reproduction" à long terme de ses fondements matériels et sociaux. La dégradation des conditions de vie des ménages conduit aux ventes de terre



sans que les chefs y fassent obstacle. Et ils n'exercent plus leur arbitrage que dans un cas sur deux dans les conflits suscités par la divagation des animaux.

La société bamiléké vit dans une symbiose entre ville et campagne qui se traduit par une solidarité active entre citadins et ruraux. Les ruraux bamiléké ont investi des villes comme Douala ou les cités du Moungo. La mobilité géographique est un fait social massif pour satisfaire besoins scolaires, recherche d'emploi et faciliter le maintien d'une population dense sur le territoire d'origine.

La crise rend toutes ces formes d'ajustement de plus en plus difficiles. La "stabilisation de la demande", en clair, la baisse du pouvoir d'achat en ville, a entraîné mécaniquement une réduction des échanges de biens, d'argent et de services dans les deux sens avec rigidification des relations : repli sur la famille nucléaire et plus grande exigence de réciprocité. En 1992, 61 % des ménages déclaraient ne pas recevoir d'aide de la ville. Et la baisse du pouvoir d'achat citadin limite les débouchés des produits alimentaires de la campagne.

Depuis peu enfin, un héritier citadin sur quatre seulement vient s'installer au village comme il était de tradition. Ils laissent à une femme de l'exploitation, le plus souvent leur mère, la succession et la gestion quotidienne. L'exploitation n'en sort pas redynamisée.

### **3.3. Le salut par une caféiculture plus extensive**

Dès 1991, les exploitations relancent la production vivrière, mais les marchés urbains ont été rapidement saturés suite à la baisse du pouvoir d'achat des citadins. La dévaluation, qui donne aux produits locaux un avantage comparatif, ne semble pas encore de nature à offrir des opportunités aux filières nationales en raison des compressions de revenus récentes et des distorsions de prix imposées aux denrées "stratégiques". La vague spéculative du deuxième semestre 1994 peut compromettre rapidement son effet positif: l'inflation dépassait 50 % ! Et comme tout le monde s'est mis à produire les mêmes produits en même temps, il y a eu une offre trop abondante non lissée par des opérations de différé de livraison. Ces efforts supplémentaires n'ont pas permis de compenser les pertes de recettes enregistrées par le café, tout en sollicitant des terres insuffisamment amendées et une main-d'œuvre féminine surchargée.

Si la journée de travail dans la plantation de café avait une rémunération de 1 088 FCFA en 1989, celle-ci n'était plus que de 388 FCFA en 1992 (Gautier, Fadani, 1994)! Le projet ADOC nous donnait une rémunération de la journée de travail de l'ordre de 350 FCFA (tableau 5), inférieure au coût d'une journée de travail agricole payée 500 FCFA dans bien des villages du Cameroun méridional. 39 % des charges d'exploitation revenaient aux engrais et 52 % à l'entretien !

Avec le café Arabica, les planteurs ont pris l'habitude de raisonner

**Tableau 4 : Rentabilité moyenne de l'arabiculture en 1991-92 (avant la dévaluation).**  
**Table 4 : Average profitability of Arabica coffee production en 1991-92 (before the devaluation).**

Prix d'achat au producteur :	250 FCFA/kg
Bon grain récolté par exploitation :	184 kg
Superficie moyenne et plants en production :	1,1 ha (2 027 pieds)
Revenu brut moyen/ha productif	45 378 FCFA
Charges d'exploitation par hectare productif :	17 950 FCFA
dont engrais	39 %
traitements phytosanitaires	9 %
taille/ égourmandage	52 %
Revenu net moyen par ha productif :	27 427 FCFA
à déduire transport :	491 FCFA
Estimation de la rémunération de la journée de travail :	343 FCFA

Source : Projet Agriculture de l'Ouest du Cameroun 1992 .

en termes de revenu minimum garanti dans le cadre d'une filière administrée et subventionnée. On ne quitte pas une niche rentière qui dégageait, avec un prix du café de 475 FCFA (avant 1989), 160 000 FCFA par hectare !

Trente ans de protectionnisme n'ont pas été remis en cause par cinq ans de crise! Pas de repli sur l'autosubsistance ; la perte de pouvoir d'achat s'est traduite à la fois par la difficile recherche de revenus de substitution, des efforts pour réduire les coûts de la main-d'œuvre et une moindre consommation d'intrants.

Si l'arabiculteur réduit ses interventions sur le café, il n'en continue pas moins à conduire des spéculations qui rapportent (élevage avicole hors sol, double cycle cultural de tomate ou de piment en culture pure) selon les canons agronomiques de l'intensivité. On ne peut donc pas dire qu'il perde un savoir technologique ; il le met en sommeil pour une culture qui cesse d'être rentable compte tenu des intrants mobilisés.

Si la dévaluation a permis de retrouver les prix payés en 1989 pour

**Tableau 5 : Stratégies de minimisation des investissements dans la caféière bamiléé en 1991-92.**  
**Table 5 : Strategies for the minimizing of investments in the Bamilke coffee plantation in 1991-92.**

Investissement	effectué(1992)	abandonné	Total
Recépage massif	20 %	80 %	100 %
Taille	76 %	24 %	100 %
Protection phytosanitaire	23 %	77 %	100 %
Fertilisation chimique	33 %	67 %	100 %
Fertilisation organique	24 %	76 %	100 %

Source : Projet Agriculture de l'Ouest du Cameroun 1992 .

le café et au-delà, il n'est pas exclu que les planteurs reprennent leurs achats d'intrants, s'ils redeviennent aisément accessibles, à des prix en relation avec ceux du café. La forte inflation qu'a engendrée, depuis juillet 1994, la dévaluation, la faiblesse des retours des capitaux extradés avant la manipulation monétaire laissent craindre des dérapages incontrôlés si bien que les premiers effets positifs de la dévaluation ont des chances d'être rapidement annulés.

En tout état de cause, la manipulation monétaire ne saurait résoudre les problèmes de fond existant dans l'agriculture et la société bamiléké pour assurer la pérennité d'une agriculture intensive. Le seul marché ne tient pas lieu de politique agricole en Europe. Comment pourrait-il l'être dans un contexte africain de microexploitations aussi peu préparées à affronter la concurrence de l'Amérique latine et de l'Asie du sud-est ?

\* \*  
\*

L'agriculture bamiléké est intensive sur son terroir d'origine pour les cultures rentables. Elle devient extensive quand la terre ne lui est pas comptée, hors de son lieu d'origine. Sa flexibilité et son ouverture aux incitations extérieures ne doivent pas nous masquer ses rigidités et les processus d'exclusion dont elle est le support. Ces raideurs la rendent impuissante à affronter les modifications brutales de son environnement extérieur sans changement des régulations socio-politiques plus que jamais contestées.

C'est dire si le mot d'ordre d'intensification ne constitue qu'un "discours" pour des agricultures familiales africaines qui sont loin d'avoir parcouru le chemin technologique de l'agriculture bamiléké ayant suscité une urbanisation non prédatrice. Cette maîtrise relative de la fertilité des terres combinée à une adhésion au marché, elle la doit sans doute à des contraintes externes et à des rapports de force internes, d'une rare violence, qui lui sont spécifiques. En ce sens, elle ne peut constituer un modèle d'intensification (2).

L'ajustement économique actuel, pour nécessaire qu'il soit, ne saurait suffire pour créer les conditions d'une agriculture durable... même en région bamiléké! Il est raisonnable de penser que l'intensification est un passage obligé pour de nombreuses agricultures africaines qui devront encore nourrir et employer de nombreux bras pendant une génération, faute de limitation démographique et de développement industriel à l'asiatique.

L'exemple bamiléké montre aussi qu'il faut dès à présent tourner la page d'un ajustement comptable pur et dur pour permettre à une agriculture durable et performante de survivre.

Si la crise oblige les sociétés à revoir leur mode de fonctionnement collectif, elle devrait rendre "ajusteurs" et "développeurs" plus réalistes pour qu'ils puissent organiser les transitions nécessaires pour créer une agriculture durable au sein d'un marché mondialement élargi auquel les agricultures africaines ne sont pas préparées.

**RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES**

- (1) CAPOT-REY *et al.*, 1965. – Les structures agricoles de l'Ouest du Cameroun, Yaoundé, multigr..
- (2) COURADE G., ALARY V., 1994. – "Les planteurs camerounais ont-ils été réévalués?" *Politique Africaine*, 54, juin 1994 (numéro Dévaluation), 74-87.
- (3) COURADE G. (sous la direction de), 1994. – Le village camerounais à l'heure de l'ajustement, Paris, Karthala, 410 p.. voir ALARY, pp.98-111, COURADE et ALARY, pp.150-189, ELOUNDOU-ENYEGUE, pp.221-235, FOKO, pp.356-365, GAUTIER, FADANI, pp.318-333, GRANGÈRET-OWONA, pp.112-127, JANIN, pp.380-388, MOULENDE-FOUDA, pp.366-379.
- (4) DONGMO J.L., 1979. – "Les efforts des Bamiléké de l'Ouest-Cameroun pour adapter leur agriculture à l'accumulation démographique et pour sauver l'équilibre alimentaire contre les "agressions" de l'économie marchande" pp.149-154 *in*: ORSTOM - Maîtrise de l'espace agraire et développement, logique paysanne et rationalité technique, Actes du Colloque de Ouagadougou (4-8 décembre 1978), Paris, ORSTOM, 600 p..
- (5) DONGMO J.L., 1981. – Le dynamisme bamiléké, Yaoundé, CEPER, 2 vol., 424 p. + 294 p..
- (6) GOUROU P., 1991. – "La leçon des Bamiléké" *in*: GOUROU P. : L'Afrique tropicale, nain ou géant agricole ?, Paris, Flammarion, 230 p., 199-210.